

●●●

La contribution de notre pays dans cette quête d'un monde plus stable passe d'abord par une remise en ordre sur le plan intérieur, qui aura pour fin de nous rendre moins vulnérables dans un environnement mondial dangereux. Seul un édifice institutionnel modernisé, qui mette l'intégrité et le bien-être de l'individu au cœur de toutes ses finalités, un édifice indispensable à la bonne gouvernance nous permettra de faire de notre pays un refuge agréable à ses habitants et respectable aux yeux de l'étranger. Il n'y a pas de bonne diplomatie sans le préalable de cette remise en ordre chez nous ; laquelle nous conduira tout de suite vers nos voisins et frères immédiats, à l'ouest, l'est et au sud. Nous avons beaucoup de leçons à tirer des expériences unionistes qui ont avorté et de celles qui ont réussi. L'immense chantier lancé en Europe depuis les années 1950 est à même de nous éclairer sur ce qui peut être fait avec nos voisins et les embûches à éviter.

Justement notre espace naturel est d'abord méditerranéen et notre voisin immédiat au nord est l'Europe, à commencer par les pays méditerranéens de l'Europe qui se trouvent être ceux-là mêmes avec lesquels nous partageons une bonne partie de notre passé et de notre histoire. Cela ne nous empêche pas de développer des relations plus dynamiques avec les Etats-Unis, la Russie, la Chine, le Japon. Dans le cadre d'une saine compétition internationale.

Après votre passage au ministère algérien des Affaires étrangères, considérez-vous avoir été plutôt conquis ou déçu par la qualité du corps diplomatique algérien ?

Ni l'un ni l'autre, puisque c'est un secteur dont j'avais fait partie en tant qu'en ambassadeur et avec qui j'avais eu des relations de travail de plus de vingt années. Sur le plan des ressources humaines, le ministère des Affaires étrangères n'est pas parti de rien à l'indépendance. Il existait déjà dans le GPRA en exil. La diplomatie algérienne n'a pas seulement préexisté au jour de l'indépendance, elle a fonctionné en tant que relais stratégique de l'action armée sur la scène internationale. Le large soutien de l'ensemble de la planète à la cause de l'indépendance doit, certes, beaucoup à la justesse de cette cause. Encore fallait-il la faire connaître et la défendre sur la scène internationale. Le rôle de la diplomatie algérienne en exil a été rempli avec efficacité et souvent avec brio. A la différence donc de la plupart des autres secteurs tels que celui de l'énergie qui a été l'objet de notre entretien, le secteur diplomatique était déjà doté à l'indépendance d'un capital substantiel de départ, en ressources humaines et en expérience. La deuxième génération de nos diplomates a beaucoup profité de la présence de la première génération et de l'expérience des aînés.

Avec le temps, les mentalités ont forcément évolué. Les ressorts purement militants des vocations des anciens ont reculé devant les attrait matériels. L'évolution a été aggravée par le mode de gestion administrative : le gap entre les salaires d'un même diplomate, selon qu'il est en poste à Alger et ou à l'étranger, est tellement disproportionné que la recherche de la

«sortie» devient obsessionnelle et le «rappel» cauchemardesque. Un ordre de grandeur pour mesurer les enjeux : une affectation de quatre ans à l'étranger peut équivaloir à quelque chose qui va de vingt à quarante ans de salaires à Alger.

Cela se traduit par une désertion de fait des directions centrales qui sont censées être le cerveau du secteur, celui qui fournit le grain à moudre aux postes à l'étranger. Un double affaiblissement, en nombre et en qualité, qui a pour effet de livrer le chef de poste à lui-même, sans directives, ni orientations, ni données de base nécessaires à une représentation qui soit en symbiose permanente avec la vie du pays et ses besoins. Il faut ajouter à cela les dérives qui ne sont pas propres au seul ministère des Affaires étrangères, qui consistent à nourrir une sorte de mépris pour la fonction de gestion des moyens humains et matériels. Cette vision erronée a tendance à considérer la fonction de diplomate comme la seule fonction noble du secteur, et donc elle relègue au rang de parent pauvre la fonction d'administrateur qui est censé être celui-là même qui conçoit et met en œuvre les politiques de recrutement, de formation et de gestion de tous les moyens nécessaires à une solide constitution d'ensemble du corps diplomatique et à sa bonne marche.

Le ministère ne pouvant que s'appauvrir avec cet état d'esprit, j'ai entrepris de réhabiliter la fonction managériale par une restructuration qui a consisté à élever au premier rang, celui de direction générale, la gestion des ressources humaines et matérielles. J'ai créé le poste de secrétaire général adjoint qui se consacre intégralement à la supervision, pour le compte du ministre, de la marche administrative du ministère. Tout en prenant la défense de nos diplomates face aux attaques contenues dans les ragots et autres manifestations de jalousie, j'ai fait pression sur les diplomates pour qu'ils cessent de se détourner, quitte à faire violence sur eux-mêmes, de la fonction d'administration qui est aussi essentielle à la réussite de notre diplomatie que la fonction diplomatique proprement dite.

Je voulais sortir le ministère des Affaires étrangères d'une posture conservatrice d'assiégés, farouchement agrippés à des privilèges matériels sans cesse convoités par les prétendants «étrangers» au ministère. Sortir le ministère de la prédation extérieure.

Moins de deux ans après mon départ des Affaires étrangères, on a effacé ce qui a été mis en place en matière de réhabilitation de la fonction de diplomate et la fonction managériale, d'informatisation du secteur, de combat contre l'ostracisme envers les diplomates femmes, pour redorer le blason du chef de poste, augmenter la performance, activer la formation. L'indolence au sommet de la hiérarchie aidant, la bureaucratie sclérosée et clientéliste a vite fait de se réapproprier le pouvoir.

Au poste de ministre des Affaires étrangères, vous reliez directement du président Chadli. Quelle était la nature de vos rapports et quel souvenir en conservez-vous ?

Parce que le ministère des Affaires étrangères était sous son autorité directe, c'est la Constitution qui le veut,



Abassi Madani et Ali Benhadj, leaders du FIS «Toutes les situations de malvie (...) favorisent la prospérité d'extrémismes populaires violents».

j'ai été amené à me trouver très souvent aux côtés du président, chaque fois qu'il recevait des visiteurs étrangers, quand je l'accompagnais à l'extérieur du pays, ou quand il me retenait pour des conversations étendues à des sujets autres que diplomatiques. Nous nous trouvions, dans son bureau à la présidence comme dans l'avion lors des longs périodes, à converser de politique intérieure ou d'économie. Peut-être cherchait-il à travers les questions qu'il me posait à combler une sorte de solitude morale qui datait de 1988, ou à procéder à des recoupements avec ce qui lui était dit ou ce qui était fait par le parti et le gouvernement. Peut-être me sondait-il sur l'évolution des affaires du pays pour lever des doutes qui se présentaient à son esprit sur telle ou telle question particulière. Il était bien au fait des réserves sérieuses qui étaient les miennes sur l'opacité de l'action du gouvernement. Se doutait-il, qu'à travers les questions qu'il me posait, il m'informait indirectement de ce qui lui était rapporté ou de ce qui était en train de se faire dans les arcanes et caché à une grande partie du gouvernement ? En dépit de ce qui apparaissait comme une relation de confiance entre nous, je ne me suis jamais mépris sur le fait que sa confiance finissait en fin de compte du côté des dirigeants du parti et du gouvernement, en dépit des apparences de doute que certaines de ses questions laissaient supposer.

J'ai toujours été loyal à son égard. Je n'étais pas le seul. Ses deux aides immédiats, Larbi Belkheir et Noureddine Ben-Kortbi, étaient envers lui d'une loyauté et d'un dévouement qui sont très rares dans nos structures technopolitiques, en plus du fait qu'ils avaient capitalisé à son service une expérience avérée dans leurs domaines de compétences respectifs. J'en ai été le témoin quotidien. J'étais toujours surpris de pressentir qu'il ne semblait pas mesurer à sa juste hauteur la chance qu'il avait de les avoir à ses côtés. Depuis 1979 et avec l'expérience, j'ai vécu des situations où Chadli Bendjedid n'a pas toujours été très heureux dans le choix de la bonne option chaque fois qu'il a eu à discerner entre ses vrais amis et ses vrais ennemis.

Je n'ai jamais cherché à exploiter cette proximité exceptionnelle avec lui, sauf pour lui révéler les données propres à le détromper sur maintes idées reçues ou inculquées qui étaient faites pour influencer indûment son jugement ou pour l'abuser. Dans tous

les cas, c'était en réponse à des questions qu'il me posait et sur des sujets évoqués de sa seule initiative.

Quel type de questions ?

Par exemple, on lui fait une présentation tronquée de la dette supposée «avoir été léguée par les années 1970», sur le rééchelonnement, aussi, jamais il ne lui avait été exposé la problématique correcte. Sauf du temps du gouvernement Kaddi Merbah, mais c'était au temps où il était moins à l'écoute de ce gouvernement qu'à celle d'un groupe autoproclamé «réformateur» exfiltré du Plan vers la Présidence dès 1986.

Sur la prétendue convertibilité du dinar algérien, le chef du gouvernement avait «garanti» en plein Conseil des ministres que le dinar algérien allait être dans les deux trois ans comme le deutschemark grâce à la loi sur la monnaie et le crédit. Quand dans un avion qui nous ramenait d'Addis-Abeba, le président cherchait à connaître ma réaction, je lui dis ce que je ressentais de pareilles assertions devant un chef d'Etat et tous les autres ministres : un manque d'égard. Comme de déclarer toujours en plein conseil : «Nous avons fait en six mois ce que les gouvernements précédents n'ont pas fait en quinze ans.» Je ne suis pas sûr que le président ait beaucoup apprécié mon sentiment et même qu'il n'ait pas regretté de m'avoir posé la question sur ce sujet.

Je passe sur les négociations voulues secrètes avec le FMI, les tractations cachées avec le FIS basées sur l'idée chimérique que s'il accédait au pouvoir, il se «casserait la figure en six mois» à cause de la situation financière catastrophique du pays. J'évoque au passage la politique des visas d'entrée aux journalistes étrangers, dont le ministère des Affaires étrangères avait la charge mais qui était souvent contrariée par le ministre de l'Intérieur. Le président m'a donné l'occasion dans nos conversations de m'ouvrir à lui et, cherchant à le mettre à l'aise, je lui avais offert ma démission. La tenue du sommet de l'OUA en juin 1990, à Addis-Abeba, puis de l'UMA en juillet de 1990 ont retardé la prise d'effet de cette démission. La crise du Golfe intervenue quelques jours après fit passer de facto au second plan les avatars de la politique intérieure.

M. C. M.
(A suivre)